

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonces diverses

Greenhill Europe GmbH & Co. KG Francfort-sur-le-Main

Rapport d'audit
Comptes annuels et rapport de gestion
31 décembre 2024

Ernst & Young GmbH
Société d'audit

Table des matières

Rapport du commissaire aux comptes

Comptabilité

Conditions de mission, responsabilité et réserve d'utilisation

Conditions générales

Note :

Nous avons établi le rapport d'audit suivant conformément aux exigences légales et professionnelles et sous réserve des conditions énoncées dans l'annexe « Conditions de mission, responsabilité et réserve d'utilisation ».

Si ce document est utilisé sous forme électronique aux fins de publication conformément à l'article 325 du HGB (Code de commerce allemand), seuls les fichiers comptables et, dans le cas d'une obligation de contrôle légal, le rapport du commissaire aux comptes ou l'attestation délivrée à cet égard sont destinés à cette fin.

Certification du commissaire aux comptes indépendant

Pour Greenhill Europe GmbH & Co. KG

Opinions d'audit

Nous avons vérifié les comptes annuels de Greenhill Europe GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, le compte de résultat pour l'exercice allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, ainsi que les annexes aux états financiers, y compris la description des méthodes comptables et d'évaluation. Nous avons également vérifié le rapport de gestion de Greenhill Europe GmbH & Co. KG pour l'exercice allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Compte tenu des conclusions auxquelles nous sommes parvenus lors de notre vérification, nous estimons que

- les comptes annuels ci-joints sont conformes à tous égards importants aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux établissements de valeurs mobilières et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la société au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de la société pour l'exercice allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, conformément aux principes allemands d'une comptabilité régulière.
- le rapport de gestion ci-joint donne, dans son ensemble, une image appropriée de la situation de la société. À tous égards importants, le présent rapport de gestion est conforme aux comptes annuels, respecte les exigences légales allemandes et présente avec exactitude les opportunités et les risques du développement futur.

Conformément à l'article 322, paragraphe 3, phrase 1 du HGB, nous déclarons que notre contrôle n'a donné lieu à aucune objection quant à l'exactitude des comptes annuels et du rapport de gestion.

Fondement de l'opinion

Nous avons vérifié les comptes annuels et le rapport de gestion conformément à l'article 317 du HGB et aux normes allemandes généralement acceptées pour la vérification des comptes actuels, promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW). La responsabilité qui nous incombe en vertu de ces dispositions et normes est décrite plus en détail dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion » de notre rapport d'audit. Nous sommes indépendants de la société conformément au droit commercial allemand et aux réglementations professionnelles et avons rempli nos autres obligations professionnelles allemandes conformément à ces exigences. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder nos opinions d'audit sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Responsabilité des représentants légaux à l'égard des comptes annuels et du rapport de gestion

Il incombe aux représentants légaux d'établir les comptes annuels conformément, à tous égards importants, aux dispositions du droit commercial allemand applicables aux établissements de valeurs mobilières, et de garantir que ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société, conformément aux principes allemands de bonne comptabilité. En outre, il incombe aux représentants légaux de procéder au contrôle interne qu'ils jugent nécessaire conformément aux principes comptables généralement admis en Allemagne pour permettre

l'établissement de comptes annuels exempts d'anomalies significatives résultant d'actes dolosifs (c'est-à-dire de manipulations comptables et d'atteintes au patrimoine) ou d'erreurs.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels, les représentants légaux sont tenus d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son activité. Ils sont également tenus de mentionner, le cas échéant, tout élément relatif à la poursuite des activités de la société. En outre, il leur incombe d'établir le bilan sur la base du principe de continuité de l'exploitation, à moins que des circonstances factuelles ou juridiques ne l'empêchent ou ne s'y opposent.

En outre, les représentants légaux sont responsables de la préparation du rapport de gestion qui, dans son ensemble, donne une image appropriée de la situation de la société et est cohérent à tous égards importants avec les comptes annuels, se conforme aux exigences légales allemandes et présente de manière appropriée les opportunités et les risques du développement futur. Par ailleurs, les représentants légaux sont responsables des précautions et des mesures (systèmes) qu'ils ont jugées nécessaires pour permettre la préparation d'un rapport de gestion conformément aux exigences légales allemandes applicables et pour fournir des preuves appropriées suffisantes pour les déclarations faites dans le rapport de gestion.

Responsabilité du commissaire aux comptes pour l'audit des comptes annuels et du rapport de gestion

Notre objectif est d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives résultant d'actes dolosifs ou d'erreurs, et que le rapport de gestion dans son ensemble donne une image appropriée de la situation de la société et est cohérent, à tous égards importants, avec les comptes annuels et les conclusions de l'audit, qu'il est conforme aux exigences légales allemandes et qu'il présente de manière appropriée les opportunités et les risques du développement futur, et d'émettre un rapport d'audit comprenant notre opinion sur les comptes annuels et le rapport de gestion.

Le niveau d'assurance raisonnable est élevé, mais ne garantit pas qu'un audit réalisé conformément à l'article 317 du HGB et aux normes allemandes généralement acceptées pour l'audit des états financiers promulguées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer (IDW) permettra toujours de détecter une anomalie significative. Les anomalies peuvent résulter d'actes dolosifs ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles influencent les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers et du rapport de gestion.

Au cours de l'audit, nous faisons preuve d'appréciations conformes à nos obligations et gardons une attitude critique. En outre,

- nous identifions et évaluons les risques d'anomalies significatives dans les comptes annuels et le rapport de gestion, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit adaptées à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter des anomalies significatives résultant d'actes dolosifs est plus élevé que le risque de ne pas détecter des inexactitudes résultant d'erreurs, car la non-conformité peut impliquer une collusion, des falsifications, des omissions intentionnelles, des déclarations trompeuses ou la mise en échec des contrôles internes ;
- nous acquérons compréhension du contrôle interne pertinent pour l'audit des comptes annuels et des dispositions et actions pertinentes pour l'audit du rapport de gestion afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de ces systèmes de la société ;

- nous évaluons également le caractère approprié des méthodes comptables utilisées et le caractère raisonnable des estimations comptables et des informations connexes fournies par les représentants légaux ;
- nous concluons sur le caractère approprié de la méthode comptable de continuité d'exploitation utilisée par les représentants légaux et, sur la base des éléments probants recueillis, sur l'existence d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention, dans notre rapport d'audit, sur les informations fournies à ce sujet dans les comptes annuels et le rapport de gestion ou, si ces informations sont inadéquates, de modifier nos opinions d'audit respectives. Nous tirons nos conclusions sur la base des éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre avis d'audit. Toutefois, des événements ou des conditions futurs pourraient faire en sorte que la société ne soit pas en mesure de poursuivre son activité ;
- nous évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies, et nous vérifions si les comptes annuels représentent les transactions et les événements sous-jacents de telle sorte que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'entreprise conformément aux principes allemands de bonne comptabilité ;
- nous évaluons la cohérence du rapport de gestion avec les comptes annuels, sa conformité à la loi et la vision de la situation de la société qu'il transmet ;
- nous effectuons des procédures d'audit sur les déclarations prospectives faites par la direction dans le rapport de gestion. Sur la base d'éléments probants suffisants et appropriés, nous vérifions notamment les hypothèses significatives sous-tendant les déclarations prospectives faites par les représentants légaux et évaluons le caractère approprié des déclarations prospectives déduits de ces hypothèses. Nous n'exprimons pas d'opinion indépendante sur les déclarations prospectives ou les hypothèses sous-jacentes. Il existe un risque important et inévitable que des événements futurs impactent les déclarations prévisionnelles de manière substantielle.
- Nous discutons avec les responsables de la gouvernance, entre autres, de l'étendue et du calendrier prévus de l'audit et des conclusions importantes de l'audit, y compris les déficiences du contrôle interne que nous identifions au cours de notre audit.

Eschborn/Francfort-sur-le-Main, le 28 mai 2025

Ernst & Young GmbH, cabinet d'audit

Signed by : REHM BEATRICE

Rehm Wirtschaftsprüferin
(auditrice)

Signed by : GRAFEN CHRISTIAN ALEXANDER

Grafen Wirtschaftsprüfer
(auditeur)

LES COMPTES ANNUELS

de l'exercice clos

le 31 décembre 2024

Greenhill Europe GmbH & Co. KG

Francfort-sur-le-Main

COMPTES ANNUELS au 31.12.2024

Greenhill Europe GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main

Table des matières

Bilan au 31 décembre 2024

Compte de résultat pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024

Annexe au 31 décembre 2024

COMPTE DE RÉSULTAT

de la
Greenhill Europe GmbH & Co. KG
Francfort-sur-le-Main
du 01.01.2024 au 31.12.2024

	Euro	Exercice Euro	Année précédente Euro
1. Produits d'intérêts provenant			
a) des opérations de crédit et des interventions sur le marché monétaire		238.677,62	871.509,11
2. Charges d'intérêts		-4.116,82	0,00
3. Produit de commission	10.751.629,33		38.479.955,66
4. Provisions versées	<u>0,00</u>	10.751.629,33	<u>-6.949.539,80</u> 31.530.415,86
5. Autres produits d'exploitation		861.808,70	108.575,98
6. Frais administratifs généraux			
a) Frais de personnel			
aa) Salaires et appointements	-15.101.452,20		-25.854.259,73
ab) Charges sociales et charges pour pensions et aides dont : 266.277,76 euros pour pensions (année précédente : 192.215,51 euros)	<u>-1.912.861,80</u>	-17.014.314,00	<u>-1.770.175,89</u> -27.624.435,62
b) Autres frais d'administration		<u>-6.507.830,04</u>	<u>-5.856.745,20</u>
		-23.522.144,04	-33.481.180,82
7. Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-118.179,56	-100.876,12
8. Autres charges d'exploitation		-81.808,43	-532.149,01
9. Résultat des activités ordinaires		-11.874.133,20	-1.603.705,00
10. Impôts sur les bénéfices et produits		0,76	1.881.592,99
11. Autres impôts		<u>22.901,73</u>	<u>-53.008,99</u>
12. Pertes de l'exercice		-11.851.230,71	224.879,00
13. Charges sur comptes de capitaux		11.851.230,71	0,00
14. Crédit sur comptes de dettes		0,00	-224.879,00
15. Résultat après affectation/ bénéfice au bilan		<u>0,00</u>	<u>0,00</u>

ANNEXE au 31 décembre 2024**Greenhill Europe GmbH & Co. KG, Francfort-sur-le-Main****Informations générales sur les comptes annuels****Informations sur l'identification de la société selon le tribunal compétent :**

Raison sociale selon le tribunal :	Greenhill Europe GmbH & Co. KG
Siège social selon le tribunal :	Francfort-sur-le-Main
Enregistrement :	Registre du commerce et des sociétés
Tribunal compétent :	Francfort-sur-le-Main
Numéro d'enregistrement :	HRA 50593

Les présents comptes annuels ont été établis conformément à l'article 340a du HGB en corrélation avec les articles 242 et suivants et 264 et suivants du HGB, des dispositions spéciales du RechKredV ainsi que des dispositions pertinentes des statuts de la société. Les dispositions relatives aux grandes sociétés de capitaux s'appliquent.

La structure du compte de résultat est présentée sous forme de barème (formulaire 3 RechKredV).

Informations sur les méthodes comptable et d'évaluation**Principes comptables et d'évaluation**

Les créances et autres actifs ont été évalués à leur valeur nominale, en tenant compte de tous les risques identifiables.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production et, si elles sont sujettes à l'usure, réduites par les amortissements prévus.

Les amortissements programmés ont été imputés selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile prévue des actifs.

Conformément aux tableaux d'amortissement fiscaux, les durées d'utilisation actuellement applicables pour les différentes catégories sont les suivantes,

Aménagements dans les locaux loués	8-10 ans
Autres équipements industriels	7-13 ans
Équipement informatique	5 ans
Équipement de bureau	2-5 ans

Les dettes ont été comptabilisées au montant du règlement.

Le compte de dettes du commanditaire (compte de compensation), qui présentait l'année précédente un montant de 68.223,72 euros, a été soldé à la fin de l'exercice.

Les provisions pour impôts et autres provisions tiennent compte de toutes les dettes incertaines et des pertes imminentes résultant de transactions en cours. Elles sont comptabilisées à hauteur du montant du règlement requis selon un jugement commercial prudent.

Les provisions dont la durée résiduelle est supérieure à un an sont actualisées conformément à l'article 253, paragraphe 2, première phrase, du HGB, en fonction de leur durée résiduelle. Pour

l'actualisation, la société utilise le taux d'intérêt de référence publié par la Deutsche Bundesbank pour le mois de décembre 2024, conformément à l'ordonnance relative à l'actualisation des provisions résultant des sept exercices précédents.

La provision pour rémunération différée (deferred compensation) résulte des droits à la prime octroyés, déduction faite d'un taux de fluctuation. Les durées résiduelles vont jusqu'à 4 ans. Les augmentations de salaire n'ont pas d'incidence sur le montant de l'engagement. Pour une durée résiduelle d'un an ou moins, il n'a pas été fait usage de l'option d'actualisation. Les rémunérations différées dont la durée résiduelle est supérieure à un an sont actualisées en appliquant les taux prévus par l'article 253, paragraphe 2, du HGB. Les différences résultant de la modification du taux d'actualisation ou des effets de l'intérêt sont comptabilisées dans le poste Autres charges d'exploitation.

En principe, les actifs et les passifs libellés en devises étrangères ont été convertis au taux de change moyen au comptant à la date de clôture.

Le montant total des actifs libellés en devises étrangères s'élève à 11.235.118,41 euros (année précédente : 15.566.823,33 euros).

Comme l'année précédente, il n'y a pas de dettes libellées en devises étrangères.

Le capital souscrit comprend les parts de capital fixes (apports obligatoires) du commanditaire.

Le compte de réserves du commanditaire, dans lequel sont comptabilisés les apports du commanditaire dépassant le capital souscrit, est inscrit dans les réserves en capital.

Le compte de report de pertes affiche les parts de pertes imputables au commanditaire. Les bénéfices de la société sont d'abord imputés sur le compte de report de pertes ; le solde est affecté au compte de dettes du commanditaire (compte de compensation).

Les pertes de l'exercice en cours, d'un montant de 11.851.230,71 euros, sont attribuées au commanditaire et comptabilisées comme pertes reportées conformément au contrat de société.

Impôts différés

En tenant compte de toutes les différences entre le bilan commercial et le bilan fiscal et en comparant les actifs et passifs d'impôts différés qui en résultent, la société dispose d'actifs d'impôts différés. Les différences résultent principalement des reports de pertes d'exploitation. Ils ont été calculés en utilisant un taux d'imposition de 19,27% (année précédente 18,27%). Dans le cadre de l'option de comptabilisation, l'excédent d'impôts différés n'a pas été inscrit à l'actif.

Différence de méthodes comptables et d'évaluation par rapport à l'année précédente

Dans les comptes annuels, les méthodes comptables et d'évaluation appliquées jusqu'à présent ont été largement reprises.

Il n'y a pas eu de changement dans les méthodes comptables et d'évaluation par rapport à l'année précédente.

Informations sur le bilan

Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur établissements de crédit sont exigibles à vue. Un montant de 229.799,09 euros (exercice précédent 229.799,09 euros) se rapporte à la caution pour la location de bureaux et n'est pas librement disponible.

Le contrat de location pour un montant partiel de 87.174,09 euros court actuellement jusqu'au 31.12.2027. Le contrat de location correspondant au montant partiel de 142.625,00 euros court jusqu'au 30.09.2032.

Créances clients

Les créances clients d'un montant de 1.171.065,23 euros (exercice précédent 677.250,01 euros) ont une durée résiduelle de moins de trois mois.

Tableau des immobilisations pour les différents postes de l'actif immobilisé

L'amortissement de l'exercice par poste du bilan est indiqué dans le tableau des immobilisations.

Au début de l'exercice, les amortissements cumulés s'élevaient à 492.391,72 euros.

En raison des amortissements de l'exercice à hauteur de 118.179,56 euros et des sorties de biens immobilisés au niveau des amortissements cumulés d'un montant de 1.714,15 euros, les amortissements cumulés à la fin de l'exercice s'élèvent à 608.857,13 euros. Il n'y a pas eu de réévaluation ni de transfert au cours de l'exercice.

Tableau des immobilisations brutes au 31 décembre 2024

	Coût d'acquisition et de production	Entrées -Sorties	Amortissements cumulés	Amortissements -Réévaluations	Valeur comptable	Valeur comptable
	01.01.2024 EUR	EUR	31.12.2024 EUR	du 01.01.2024 au 31.12.2024 EUR	31.12.2024 EUR	31.12.2023 EUR
Immobilisations corporelles						
Equipements et agencements	892.897,81	749.860, 41 - 40.561,4 1	608.857,13	118.179,56 -1.714,15	993.339,68	400.506,09
Total	<u>892.897,81</u>	<u>709.299, 00</u>	<u>608.857,13</u>	<u>116.465,41</u>	<u>993.339,68</u>	<u>400.506,09</u>

Autres actifs

Les autres actifs d'un montant de 1.336.467,82 euros (année précédente : 26.175.713,08 euros) comprennent les montants importants suivants :

	Exercice euro	Année précédente euro
Créances sur les entreprises liées	78.286,64	25.495.874,99
dont prêts intragroupe	-	
dont créances envers le commandité	20.373,24	20.675.246,31
Dépôts de garantie de loyer	560.818,17	38.870,41
Excédents d'impôts sur les bénéfices	513.598,33	154.901,20
Créances de TVA	161.461,62	451.892,19
		45,425,72

Le prêt intragroupe a été intégralement remboursé en février 2024.

Les autres créances envers des entreprises liées résultent d'imputations de prestations intragroupe.

Autres dettes

Les autres dettes d'un montant de 1.355.963,01 euros (année précédente : 710.557,38 euros) comprennent les montants importants suivants :

	Exercice euro	Année précédente euro
Dettes envers des entreprises liées	590.267,51	97.278,71
dont créances envers le commanditaire	-	68.223,72
Impôts	498.442,83	368.304,20
Dettes de sécurité sociale	93.152,94	79.010,16
Engagements en matière de retraite et d'assistance	27.788,03	75.843,02

Les dettes envers les entreprises liées résultent principalement d'imputations de prestations au sein du groupe.

Montant des dettes d'une durée résiduelle > 5 ans et des garanties

Le montant total des dettes figurant au bilan et dont la durée résiduelle est supérieure à 5 ans est de 0,00 euro (année précédente : 0,00 euro).

Le montant total des dettes figurant au bilan qui sont garanties par des privilèges ou des droits similaires est de 0,00 euro (année précédente : 0,00 euro).

Informations sur les dettes envers les associés

Le montant des dettes envers les associés est de 0.00 euro (année précédente : 68.223,72 euros).

Informations et explications concernant les provisions

Il existe une provision pour rémunérations différées (*Deferred Compensation*) d'un montant de 10.375.006,68 euros (année précédente : 9.916.376,66 euros) ainsi qu'une provision pour primes d'un montant de 4.086.486,00 euros (année précédente : 5.594.013,00 euros).

Engagements hors bilan

Les autres obligations financières conformément à l'article 285 n°3a du HGB comprennent des engagements découlant de contrats de location et de leasing pour un montant total de 5.936 k€ (année précédente : 2.457 k€).

Informations sur le compte de résultat

Produits de commission

Les produits proviennent des services de conseil en fusions et acquisitions et en courtage en valeurs mobilières et sont attribuables aux régions géographiques suivantes :

	2024 k€	2023 k€
Allemagne	3.192	9.143
France	1.963	5.234
Espagne	<u>5.597</u>	<u>24.103</u>
Total	<u>10.752</u>	<u>38.480</u>

Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation sont essentiellement des produits de conversion de devises d'un montant de 467.410,37 euros (contre 38.113,53 euros l'année précédente) et des gains de change réalisés d'un montant de 373.240,31 euros (contre 1.373,65 euros l'année précédente).

Frais de personnel

Les frais de personnel comprennent les salaires de base et les prestations sociales d'un montant de 8.962.299,38 euros (contre 8.209.105,64 euros l'année précédente) ainsi que les rémunérations variables d'un montant de 8.052.014,62 euros (contre 19.415.329,98 euros l'année précédente).

Autres charges d'exploitation

Les autres charges d'exploitation comprennent les pertes sur cessions d'actifs immobilisés d'un montant de 38.847,26 euros (année précédente : 4.903,00) ainsi que les pertes réalisées et non réalisées sur les différences de change pour un montant de 23.209,29 euros (contre 503.171,48 euros l'année précédente). Les charges résultant de l'actualisation des provisions s'élèvent à 9.041,69 euros pour l'exercice (année précédente : 21.532,08 euros).

Explication des produits exceptionnels (hors période)

Le compte de résultat comprend des produits hors période d'un montant de 5.514,23 euros (contre 1.953.754,75 euros l'année précédente).

Les produits ont été comptabilisés dans le poste Autres produits d'exploitation pour un montant de 5.514,23 euros.

L'année précédente, un montant de 1.881.683,01 euros correspondait à la reprise d'une provision constituée pour impôts sur les bénéfices français et un montant de 38.005,47 euros à la reprise d'une provision pour impôts sur les bénéfices espagnols, comptabilisés dans le poste Impôts sur le revenu et les bénéfices.

Autres informations

Nombre moyen d'employés au cours de l'exercice

Le nombre moyen d'employés qui travaillaient au sein de l'entreprise à temps plein au cours de l'exercice est de 42 (année précédente : 37).

Direction et représentation

Seule la commanditée, Greenhill Germany GmbH, a le droit et l'obligation de gérer et de représenter la société. Elle est à son tour représentée par sa direction. Les gérants au cours de l'année de référence étaient :

Bernhard Engelen, banquier d'affaires, Francfort-sur-le-Main

Christian Zorn, banquier d'affaires, Francfort-sur-le-Main

La société fait usage de la clause de sauvegarde (article 285 n°9a du HGB, article 286 (4) du HGB).

Respect des règles d'imposition minimale

Greenhill Europe GmbH & Co. KG opère dans des pays qui ont adopté des lois fiscales minimales en accord avec les exigences de l'OCDE (Règles du pilier 2). Pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2024, aucun impôt supplémentaire ne devrait être payé pour ces pays.

Associés

Les sociétés suivantes sont des associées personnellement responsables :

Raison sociale	Greenhill Germany GmbH
Siège social	Francfort-sur-le-Main
Forme juridique	Société à responsabilité limitée (<i>de droit allemand</i>)
Capital souscrit :	25.000,00 Euro

Affiliation au groupe

La société Greenhill Europe GmbH & Co. KG est une filiale de Mizuho Americas LLC, la branche américaine de banque d'entreprise et d'investissement de Mizuho Financial Group, Inc., Tokyo, Japon. Mizuho Americas LLC, y compris la Greenhill Europe GmbH & Co. KG sont incluses dans les comptes consolidés de Mizuho Financial Group, Inc. Le Mizuho Financial Group, Inc. établit les comptes consolidés pour le plus grand et le plus petit périmètre du groupe. Les comptes consolidés peuvent être consultés à l'adresse suivante : www.mizuhogroup.com/investors.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes pour les services d'audit pour l'exercice s'élève à 95.000,00 euros.

Événements postérieurs à la date de clôture du bilan

Il convient de signaler des événements postérieurs à la date de clôture du bilan.

Le 1^{er} avril 2025, la société a acquis Capstone Advisors SA, Nyon, Suisse (Capstone Europe) dans le cadre d'une cession d'actifs. Avant cette reprise, Capstone Europe était une filiale de Mizuho Americas LLC, la branche américaine de services bancaires aux entreprises et d'investissement de Mizuho Financial Group, Inc, Tokyo, Japon.

Signature de la direction

Francfort-sur-le-Main, le 28 mai 2025

Signature (*illisible*)

Bernhard Engelen
Greenhill Germany GmbH

Signature (*illisible*)

Christian Zorn
Greenhill Germany GmbH

Rapport de gestion de Greenhill Europe GmbH & Co. KG pour l'exercice 2024**Présentation générale**

Greenhill Europe GmbH & Co. KG (« KG », « entreprise ») a été créée en 2019. L'entreprise a obtenu l'approbation réglementaire de l'autorité fédérale allemande de surveillance financière (« BaFin ») en janvier 2020 et a officiellement commencé ses activités commerciales avec effet au 1^{er} octobre 2020.

La Greenhill Germany GmbH est la seule associée personnellement responsable (commanditée) de la société avec une participation de 0%. La commanditaire est la société Greenhill & Co. Europe Holdings Limited (« GCEH »), avec une participation de 100%, dont le siège est à Londres, Royaume-Uni (« UK »). Jusqu'au 29 novembre 2023, la société holding ultime de l'entreprise était Greenhill & Co, Inc ("Greenhill"), la société mère du groupe cotée en bourse, dont le siège social est situé à New York, aux États-Unis d'Amérique ("USA").

Avec effet au 30 novembre 2023, Mizuho Americas LLC ("Mizuho Americas"), la division américaine de banque d'entreprise et d'investissement de Mizuho Financial Group, Inc ("Mizuho Financial Group"), une société cotée en bourse basée à Tokyo, au Japon, a acquis la totalité des actions de Greenhill & Co, Inc. Mizuho Americas LLC est une filiale directe de Mizuho Bank, Ltd, elle-même contrôlée par le Mizuho Financial Group.

La KG a son siège social à Francfort-sur-le-Main et est inscrite au registre du commerce et des sociétés du tribunal d'instance de Francfort-sur-le-Main sous le numéro HRA 50593. La KG possède deux autres succursales enregistrées à Paris, en France (auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (« ACPR »)) et à Madrid, en Espagne (auprès de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (« CNMV »)).

La KG a été créée pour fournir des services de banque d'investissement et de conseil en capital en tant que membre de Greenhill, en Europe et notamment en Allemagne, en France et en Espagne par le biais de bureaux permanents. L'autorisation de l'entreprise couvre les services financiers et d'investissement suivants :

- Courtage en valeurs mobilières conformément à l'article 1, alinéa 1a, phrase. 2, n° 1 de la KWG (loi allemande sur les banques).
- Conseil en placement conformément à l'article 1, alinéa 1a, phrase. 2, n° 1a de la KWG

Étant donné que la société a obtenu l'autorisation selon l'article 32 de la KWG pour les services financiers susmentionnés avant le 26 juin 2022, l'autorisation selon l'article 15 de la WpIG (*loi sur la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement*) est réputée accordée pour ces opérations conformément à l'article 86, alinéa 1 de la WpIG. L'ancienne autorisation selon l'article 32 de la KWG devient donc sans objet.

La KG n'effectue pas d'opérations pour son compte propre au sens de l'article 15, alinéa 3, de la WpIG.

La KG conseille des entreprises, des institutions et d'autres organisations dans le domaine du financement des entreprises lors de fusions, d'acquisitions, de cessions, de rachats par effet de levier, de recapitalisations et d'autres transactions d'entreprises dans l'Union européenne. De plus, l'entreprise propose des services de conseil en matière de levée de fonds (primary fundraising) et de solutions de trésorerie aux investisseurs financiers et institutionnels. Dans le cadre de la fourniture de services financiers, la KG ne peut s'approprier les fonds ou les valeurs mobilières des clients. En outre, la KG n'est pas autorisée à négocier des instruments financiers pour son propre compte.

Rapport économique*Contexte économique global et sectoriel*

En tant que prestataire de services d'investissement, la KG est affectée par les conditions des marchés financiers internationaux et par la situation économique mondiale, notamment en Europe. Le succès économique de l'entreprise est fortement corrélé aux variations annuelles des statistiques de fusions et d'acquisitions (M&A) sur une période donnée mais peut également être influencé par la date de la conclusion de la transaction de notre client, laquelle est hors de notre contrôle.

En 2024, le nombre de fusions et d'acquisitions annoncées et conclues sur les marchés où nous opérons a diminué de 15 % et 17 % respectivement par rapport à 2023, tandis que le volume des transactions annoncées et conclues pour ces marchés a augmenté de 6 % respectivement, ce qui indique qu'il y a eu moins de transactions en 2023 et que leur volume a diminué par rapport à 2022. (*Source : Thomson Financial, actualisé au 27 mars 2025*). La réduction du nombre de transactions, tant du point de vue de la concurrence que de celui de l'annonce, impactent fortement les perspectives de l'entreprise de générer des revenus au cours d'une année donnée.

En 2024, l'environnement macroéconomique en Europe s'est légèrement amélioré par rapport à l'année précédente, mais les pressions inflationnistes persistantes et les risques géopolitiques ont continué à être des facteurs de défi tout au long de l'année.

Marche des affaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la société affiche des produits de commissions d'un montant de 10 752 k€ (contre 38 480 k€ l'année précédente) et un déficit annuel de 11 851 k€ (contre un bénéfice annuel de 225 k€ l'année précédente). Les produits des commissions pour 2024 ont été nettement inférieurs aux prévisions de 25.390 k€ (57,7 %) en raison d'une activité moindre et/ou retardée des clients. Au final, les produits des commissions moins les charges des commissions s'élèvent à 10.752 k€ (année précédente : 31.530 k€). Les prévisions des produits de commissions reposent comme toujours sur un petit nombre de clients et de transactions, pour lesquels la date de la conclusion ou de la non-conclusion d'une transaction peut dépendre de circonstances indépendantes de notre volonté, y compris les contrôles réglementaires. Cela peut avoir un impact important sur les produits (et charges) de commissions d'un exercice donné et entraîner différents écarts par rapport aux estimations de l'exercice précédent.

Le total des charges, y compris les impôts, compensé par les autres produits d'exploitation, s'élève à 22.841 k€ (année précédente : 39.127 k€) et est supérieur de 0,9 % aux charges prévisionnelles de 22.641 k€. La rémunération variable de 8 052 k€ a été supérieure d'environ 1 985 k€ à l'estimation pour 2024, tandis que les autres charges ont été inférieures aux estimations, avec des impôts de 916 k€, la rémunération de base de 494 k€ et les charges d'exploitation non liées aux salariés de 375 k€, ce qui a compensé le dépassement de la rémunération variable.

Rapport sur les résultats, le patrimoine et la situation financière

Au 31 décembre 2024, la société disposait d'une trésorerie de 22 119 k€ (contre 8 224 k€ l'année précédente) et de capitaux propres de 9 559 k€ (contre 18 910 k€ l'année précédente). Aucun prélèvement n'a été effectué par les actionnaires. Un montant de 230 k€ (année précédente : 230 k€) correspond à une caution pour la location de bureaux et n'est pas librement disponible. En outre, la KG détient des créances clients pour un montant de 1.171 k€ (année précédente : 677 k€), d'autres actifs pour un montant de 1.336 k€ (année précédente : 26.176 k€), des comptes de régularisation pour un montant de 291 k€ (année précédente : 315 k€) et des immobilisations corporelles pour un montant de 993 k€ (année précédente : 401 k€). Parmi les autres actifs de l'année précédente figurait un prêt d'associés interne au groupe accordé à l'ancienne société mère Greenhill & Co, Inc. d'un montant de 21.567 k€, intérêts compris. Le prêt et les intérêts courus ont été intégralement remboursés en février 2024, ce qui a entraîné une augmentation des liquidités par rapport à l'année précédente.

Au 31 décembre 2024, il n'y avait aucune provision pour impôts (247 k€ l'année précédente). La diminution de la dette fiscale à court terme s'explique par le déficit annuel par rapport à l'année précédente. Les autres provisions s'élevaient à la fin de l'année à 14 996 k€ (contre 15 925 k€ l'année précédente) et les autres dettes à 1 356 k€ (contre 710 k€ l'année précédente). Les autres provisions se composent principalement de rémunérations différées d'un montant de 10.375 k€ (année précédente : 9.916 k€), payables sur une période allant jusqu'à 4 ans, et d'autres obligations liées à la rémunération d'un montant de 4.396 k€ (année précédente : 5.810 k€).

La structure du capital de la KG se compose d'un compte de capital fixe (apport obligatoire) du commanditaire d'un montant de 756 k€, d'un compte de réserves d'un montant de 20.654 k€ et d'un compte de report de pertes d'un montant de 11.851 k€. Compte tenu des fonds propres existants de 9.559 k€ et du minimum de capital requis conformément à l'article 14 IFR de 3.521 k€, le ratio de fonds propres de base durs s'élève à 271,5 % conformément à l'article 9 IFR. Le ratio de fonds propres s'élève à 36,9 % (année précédente : 52,8 %) du total du bilan. La devise principale de la KG est l'euro.

La KG surveille en permanence sa position en matière de liquidités et de fonds propres afin de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de moyens pour financer ses futurs besoins opérationnels.

Les associés de la KG peuvent prélever sur le solde de leur compte de prêt des fonds dépassant les besoins en capital prévus. Le compte de réserves ne peut être dissous en tout ou en partie que par une décision unanime des associés. Les autres obligations financières conformément au § 285 n° 3a du HGB comprennent des obligations découlant de contrats de location et de leasing pour un montant total de 5.936 k€ (année précédente : 2.457 k€).

Résultats

Les revenus de la KG résultent essentiellement des activités de conseil en investissement, notamment dans le cadre de fusions, d'acquisitions, de cessions et d'autres transactions d'entreprises. Les transactions de banque d'investissement sont généralement de nature ponctuelle. Les honoraires sont généralement dus après la conclusion réussie d'une transaction et varient d'un trimestre à l'autre. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la KG a perçu 10 752 k€ de commissions, dont 5 597 k€ pour la succursale espagnole, 3 192 k€ pour la succursale allemande et 1 963 k€ pour la succursale française. En 2024, il n'y a pas eu de charges de commissions. En 2023, la KG avait généré des produits de commissions d'un montant de 38.480 k€, dont 24.103 k€ pour la succursale espagnole, 9.143 k€ pour la succursale allemande et 5.234 k€ pour la succursale française. Les produits de commissions pour l'année 2023 ont été compensés par des charges de commissions d'un montant de 6.950 k€. Les autres produits d'exploitation d'un montant de 862 k€ (contre 109 k€ l'année précédente) résultent principalement de gains de change d'un montant de 841 k€ (contre 39 k€ en 2023).

Les frais généraux d'administration engagés au cours de la période se composent de charges de personnel d'un montant de 17.014 k€ (27.624 k€ l'année précédente) et d'autres frais administratifs d'un montant de 6.508 k€ (5.857 k€ l'année précédente). Les charges de personnel comprennent les salaires de base, les prestations sociales d'un montant de 8.962 k€ (année précédente : 8.209 k€) et les rémunérations variables d'un montant de 8.052 k€ (année précédente : 19.415 k€). En outre, les charges liées aux rémunérations différées étaient plus élevées l'année précédente, ce qui était alors principalement dû à la conversion des Restricted Stock Units (RSU) en circulation. Les autres frais administratifs d'un montant de 6 508 k€ (contre 5 857 k€ l'année précédente) comprennent des honoraires pour des prestations de conseil et de gestion d'un montant de 1 424 k€ (contre 1 355 k€ l'année précédente), des loyers et charges pour des bureaux d'un montant de 1 169 k€ (contre 1 066 k€ l'année précédente), des services d'information d'un montant de 958 k€ (contre 910 k€ l'année précédente) et des frais généraux d'un montant de 1 297 k€ (contre 603 k€ l'année précédente). Par ailleurs, ont été comptabilisés des frais de déplacement et des cadeaux

d'un montant de 458 k€ (année précédente : 403 k€), une TVA non déductible d'un montant de 117 k€ (année précédente : 400 k€), d'autres dépenses liées à l'informatique d'un montant de 302 k€ (année précédente : 343 k€) et d'autres charges d'un montant de 783 k€ (année précédente : 777 k€).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, les autres charges d'exploitation se sont élevées à 81 k€ (contre 532 k€ l'année précédente) et étaient essentiellement liées aux pertes de change d'un montant de 23 k€ (contre 486 k€ l'année précédente).

Au cours de l'exercice allant du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, la KG a réalisé une perte après impôts de 11 851 k€. En raison de la perte globale de l'exercice, il n'y a pas eu de charge d'impôt sur les bénéfices. Au cours de l'exercice précédent, la KG avait réalisé un bénéfice après impôts de 225 k€, qui résultait essentiellement de la reprise de provisions pour impôts d'un montant de 1.882 k€.

Indicateurs de performance financière et non financière

Compte tenu du modèle d'entreprise limité ou de la faible complexité de l'activité, les principaux indicateurs de performance financière utilisés pour déterminer le progrès et la performance sont les suivants

- (i) les honoraires de conseil en investissement, qui sont comptabilisés en tant que revenus dans le compte de résultat, et
- (ii) le résultat des activités ordinaires ; et
- (iii) le bénéfice après impôt.

Les principaux indicateurs financiers et autres indicateurs de performance au cours de la période d'exploitation sont les suivants :

	2024	2023
	(en milliers d'euros)	
Produits de commission	10.752	38.480
Résultat de l'activité ordinaire	-11.874	-1.604
Résultat après impôts	-11.851	225

Employés

Au 31 décembre 2024, la KG employait au total 44 (37 l'année précédente) collaborateurs et collaboratrices, direction comprise, sur ses sites en Allemagne, en France et en Espagne, dont 36 professionnels de la banque (32 l'année précédente) et 7 commerciaux (5 l'année précédente). Au 31 décembre 2024, la société employait 16 personnes (13 l'année précédente) avec 2 directeurs (2 l'année précédente) en Allemagne, 8 collaborateurs en France (6 l'année précédente) et 19 collaborateurs en Espagne (18 l'année précédente).

La loyauté de nos dirigeants et de nos employés est essentielle à la réussite de notre entreprise. En raison de la nature du secteur des services financiers, il faut certes s'attendre à des fluctuations régulières du personnel, mais le développement du personnel existant et le recrutement de nouveaux collaborateurs restent une priorité.

Rapport sur les risques

La KG dispose d'un système de gestion des risques qui comprend la liste des risques possibles et des procédures permettant de déterminer et d'assurer la capacité de prise de risque et la liquidité de l'entreprise. Il consiste en la définition de stratégies et la mise en place de procédures de contrôle interne. Les procédures de contrôle interne comprennent un système de contrôle interne avec des

contrôles en aval et un audit interne. Le système de contrôle interne est constitué d'une organisation structurelle et procédurale, de processus de gestion et de contrôle des risques, de la fonction de contrôle des risques et de la fonction de conformité. Les risques de l'entreprise sont réévalués au moins une fois par an ou lorsque des changements dans la stratégie commerciale ou les facteurs macroéconomiques entraînent des risques supplémentaires ou des modifications des risques existants.

La KG fournit uniquement des services de conseil dans le domaine de la banque d'investissement et d'une manière limitée des services de courtage en investissement. Elle ne détient pas de fonds de clients, ne négocie pas de titres et ne souscrit pas d'offres. Dans le cadre de ses activités commerciales, elle est principalement exposée à des risques économiques, opérationnels, de défaillance des clients/de non-paiement des créances et de liquidité.

Risque économique

Les conseils en matière de banque d'investissement sont axés sur le client et concernent généralement des transactions ou des projets concrets plutôt que des services futurs supplémentaires potentiels dans le cadre de contrats à long terme. Des conditions défavorables du marché ou de l'économie affecteraient vraisemblablement le nombre, la taille et le calendrier des transactions et pourraient donc avoir un impact négatif sur les honoraires de conseil, ce qui se répercuterait sur les revenus. Pour réduire ce risque, la KG opère sur trois marchés européens différents par le biais d'une structure de succursales. Par ailleurs, la KG participe, en collaboration avec d'autres entreprises liées, à des activités commerciales transfrontalières afin de mieux exploiter les opportunités commerciales dans un contexte transfrontalier. Cela permet à l'entreprise de compenser en partie le risque économique centré sur l'Europe.

Risque opérationnel

Le succès de l'entreprise dépend de la réputation personnelle, du jugement, de l'intégrité, des compétences en matière de développement commercial et de l'exécution des projets de ses employés. La KG est exposée au risque de pertes opérationnelles résultant de processus internes inappropriés, de personnes et de systèmes défaillants ou d'événements extérieurs, y compris le risque de préjudice lié à une atteinte ou une perte de réputation. En raison de leur rôle crucial dans la gestion de l'entreprise, les mesures prises par les gérants pour réduire le risque opérationnel revêtent une importance particulière.

La KG s'efforce de se conformer aux exigences réglementaires et juridiques avec l'aide des équipes juridiques et de conformité de Francfort, Londres et New York, chaque site étant une entité juridique de Greenhill. L'entreprise a élaboré des politiques et des procédures pour suivre l'évolution de la réglementation, assurer la conformité et maintenir des contrôles financiers et réglementaires stricts. L'entreprise s'efforce de maintenir sa bonne réputation en veillant au respect des réglementations et des normes éthiques, en attirant et en fidélisant des employés talentueux, en organisant des réunions régulières avec les employés pour discuter des questions ou des préoccupations actuelles et en respectant ses obligations contractuelles. Afin de surveiller et de réduire davantage le risque opérationnel, outre le soutien apporté à l'équipe de Francfort et aux équipes financières, juridiques et de conformité, basées à Londres, New York et Francfort, la KG a fait appel à des entreprises indépendantes pour réaliser l'audit interne et veiller au respect des règles de conformité, des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et de la protection des données. Les directeurs de l'entreprise se réunissent tous les trimestres pour examiner les résultats d'exploitation, les prévisions de ventes, les liquidités, la rotation du personnel et d'autres questions commerciales pertinentes qu'ils règlent si nécessaire.

Risque de défaut de paiement des clients / risque de créances irrécouvrables

Le risque de défaut de paiement est le risque de perte financière résultant de l'incapacité d'un client à remplir ses obligations financières. Étant donné que l'activité consiste à fournir des services de conseil en matière de transactions d'entreprises, le risque de défaillance ne se produit généralement pas dans le cours normal des affaires, car les honoraires sont généralement exigibles à la clôture de la transaction et payés à partir du flux de trésorerie provenant de ladite transaction. Avant que l'entreprise commence à agir au nom du client, un processus détaillé est mis en place pour examiner les antécédents commerciaux et réglementaires du client. Par ailleurs, toutes les nouvelles commandes des clients sont approuvées par la société mère du groupe. Les soldes bancaires et les liquidités de l'entreprise sont détenus sur des comptes bancaires dont l'échéance initiale est de trois mois au plus. Les comptes bancaires sont détenus auprès d'instituts financiers notoirement solvables.

Risque de liquidité

La KG définit le risque de liquidité comme le manque de ressources financières suffisantes pour répondre aux exigences quotidiennes en matière de capital et de flux de trésorerie. Pour atténuer le risque de liquidité, la KG a mis en place des politiques de gestion de trésorerie qui garantissent le respect de directives strictes concernant les produits et la période d'investissement des fonds excédentaires. En outre, les liquidités de la KG sont surveillées régulièrement sur une base périodique dans le cadre des contrôles globaux de trésorerie de la société mère.

Pour quantifier le risque de liquidité, la société prépare un plan d'investissement triennal. Le plan d'investissement est ensuite soumis à des tests de résistance en fonction de la baisse des recettes selon plusieurs pourcentages précis. Chacun de ces scénarios de test de stress fournit une valeur pour le montant de capital net ajusté pour une planification appropriée sur une période donnée. En outre, un test de stress inversé est créé pour simuler une détérioration significative du scénario de base de la planification. Ce calcul fournit un autre point de référence pour évaluer les besoins en capital et en liquidités de l'entreprise à un moment donné dans un scénario de stress élevé.

Évaluation sommaire du risque

Sur la base des risques identifiés pour la KG, nous ne pensons pas qu'il existe de risques importants qui pourraient mettre en péril la pérennité de la société.

Opportunités

Bien que nous soyons une petite entreprise, le volume de l'activité transactionnelle européenne a généralement un impact significatif sur nos performances financières, même si le moment de l'impact sur notre entreprise peut varier d'une année à l'autre. En 2024, l'activité transactionnelle était en baisse par rapport à 2023, le nombre de transactions conclues et annoncées ayant diminué de 17 % et 15 % respectivement, tandis que le volume des transactions conclues et annoncées a augmenté de 6 % respectivement (Source : *Thomson Financial, actualisé au 27 mars 2025*).

Au premier trimestre 2025, le nombre et le volume des transactions annoncées sur une base annuelle ont diminué de 22 % et 36 % par rapport à 2024. Le nombre et le volume des transactions conclues depuis le début de l'année ont également diminué de 24 % et 42 % sur une base annuelle par rapport à 2024. (Source : *Thomson Financial, actualisé au 27 mars 2025*).

En interne, nous avons constaté une augmentation des transactions vers la fin du premier trimestre 2025, l'activité commerciale ayant montré quelques signes d'amélioration au début de l'année 2025. Toutefois, des vents contraires continuent de souffler sur l'économie européenne et mondiale, les événements politiques et géopolitiques ayant créé une incertitude et, pour le moins, une incertitude temporelle pour l'activité transactionnelle à court terme.

Pour 2025 et dans un avenir proche, l'entreprise prévoit de continuer à se concentrer sur les fusions et acquisitions et le conseil en capital pour les clients européens, d'aider les entreprises

internationales dans leurs transactions sur le marché européen tout en poursuivant la coopération avec la plateforme Mizuho Americas.

Perspectives

L'entreprise génère des revenus à partir de transactions non récurrentes, qui peuvent varier d'une période à l'autre. Contrairement à 2024, l'entreprise a enregistré une légère amélioration de ses performances au début de la nouvelle année. Malgré un démarrage lent de l'activité transactionnelle, comme le montrent les statistiques sur les transactions déjà mentionnées, les prévisions pour l'activité transactionnelle totale en 2025 sont toujours positives. L'entreprise s'attend à une amélioration des performances en 2025, car l'inflation continue de s'affaiblir et un environnement de fusions et acquisitions plus favorable aux transactions s'impose lorsque les vents contraires à court terme s'apaisent et que la croissance des fusions et acquisitions tant attendue se produit. Toutefois, les risques géopolitiques et l'incertitude politique pourraient encore avoir un impact important sur les activités de fusions et acquisitions en Europe, annulant certains des facteurs positifs obtenus par les économies au cours de l'année écoulée.

Malgré certaines incertitudes, nous sommes prudemment optimistes et pensons que la société a le potentiel d'améliorer sa sous-performance en 2024 et de générer finalement un bénéfice avant impôts. Notre objectif est de réaliser chaque année un bénéfice avant impôts. Nos frais généraux administratifs sont relativement constants d'une année à l'autre, à l'exception des bonus de performance discrétionnaires. Les primes discrétionnaires sont variables et dépendent de différents facteurs, dont les revenus de l'entreprise et les performances individuelles de chaque employé. La meilleure façon d'examiner nos performances financières est de les considérer sur une période plus longue.

Actuellement, l'entreprise est prudemment optimiste quant aux perspectives de chiffre d'affaires pour l'année en cours 2025. Nous pensons que l'évolution du chiffre d'affaires dépassera nos résultats de 2024 et que notre société retrouvera un run rate plus normal d'environ 25 000 k€ par an. Nous prévoyons également que les dépenses totales resteront au même niveau qu'en 2024, ce qui se traduira par un léger bénéfice potentiel en 2025.

Mercredi 28 mai 2025

Signature (*illisible*)

Christian Zorn

Gérant

Signature (*illisible*)

Bernhard Engelen

Gérant

Conditions générales, responsabilité et réserve d'utilisation

Nous, Ernst & Young GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (société d'audit allemand), avons audité les présents comptes annuels à la demande de la société. Outre la fonction légale de divulgation (article 325 du HGB) dans le cas des contrôles des comptes annuels légaux, le rapport du commissaire aux comptes s'adresse exclusivement à la société et a été établi pour son usage interne. Il ne pourra profiter à des tiers ni servir de base à leurs décisions. Le résultat des audits volontaires résumés dans le rapport du commissaire aux comptes ne sont donc pas destinés à servir de base aux décisions de tiers et ne doivent pas être utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été prévus.

Notre activité est basée sur notre lettre de mission portant sur l'audit des présents documents comptables, y compris les « Conditions générales pour les experts comptables et les sociétés d'audit » telles que publiées par l'Institut allemand des experts-comptables (Institut der Wirtschaftsprüfer) en date du 1^{er} janvier 2024.

Pour éviter toute ambiguïté, nous déclinons toute responsabilité ou autre obligation envers un tiers, sauf autre accord conclu par écrit avec ce tiers ou sauf à ce que cette exclusion de responsabilité soit sans effet.

Nous attirons expressément l'attention sur le fait que nous ne mettons pas à jour notre rapport d'audit en ce qui concerne les événements ou les circonstances survenus après son établissement, sauf s'il existe une obligation légale de le faire.

Il appartient à toute personne qui prend connaissance du résultat de nos travaux, résumé dans le rapport d'audit ci-dessus, de décider si et sous quelle forme elle considère ce résultat comme utile et adapté à ses propres besoins et de l'étendre, le vérifier ou l'actualiser par ses propres investigations.

Conditions générales d'intervention des experts-comptables et des sociétés d'audit

du 1^{er} janvier 2024

1. Champ d'application

- (1) Les conditions générales s'appliquent aux contrats conclus entre les Wirtschaftsprüfer (experts-comptables allemands) ou les Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (sociétés d'audit allemandes) (ci-après dénommés collectivement « experts-comptables ») et leurs clients pour des audits, des conseils fiscaux, des conseils en matière commerciale et d'autres missions, sauf convention contraire expresse et écrite ou prescription légale obligatoire.
- (2) Les tiers ne peuvent se prévaloir de droits au titre du contrat conclu entre l'expert-comptable et le client que si cela est convenu ou résulte de dispositions légales impératives. En ce qui concerne ces droits, les présentes Conditions générales s'appliquent également à ces tiers. L'expert-comptable peut se prévaloir de toutes exceptions et objections découlant de la relation contractuelle avec le client également vis-à-vis de tiers.

2. Étendue et exécution du contrat

- (1) L'objet du contrat est la fourniture de prestations convenues, et non l'atteinte d'un succès économique spécifique. La mission est exercée conformément aux principes d'une bonne conduite professionnelle. L'expert-comptable n'assume aucune fonction de gestion dans le cadre de sa mission. L'expert-comptable ne peut être tenu responsable de l'utilisation ou de la mise en œuvre des résultats de ses prestations. L'expert-comptable a le droit de recourir aux services d'experts pour l'exécution de la mission.
- (2) La prise en compte du droit étranger nécessite - sauf dans le cas d'audits commerciaux - un accord écrit exprès.
- (3) Si la situation de fait ou de droit change après l'émission de la déclaration professionnelle finale, l'expert-comptable n'est pas tenu d'attirer l'attention du client sur ces changements ou sur les conséquences qui en découlent.

3. Obligations de coopération du client

- (1) Le client doit veiller à ce que l'expert-comptable reçoive en temps utile tous les documents et autres informations nécessaires à l'exécution de la mission et qu'il soit informé de tous les événements et circonstances pouvant avoir une importance pour l'exécution de la mission. Cela vaut également pour les documents et les informations complémentaires, les processus et les circonstances qui ne sont connus que pendant le travail de l'expert-comptable. Le client désigne les personnes appropriées pour fournir des informations à l'expert-comptable.
- (2) A la demande de l'expert-comptable, le client est tenu de confirmer l'exhaustivité des documents présentés et des informations complémentaires ainsi que des renseignements et explications fournis dans une déclaration formulée par l'expert-comptable sous la forme écrite légale ou sous une autre forme déterminée par l'expert-comptable.

4. Sauvegarde de l'indépendance de l'expert-comptable

- (1) Le client doit s'abstenir de tout ce qui peut compromettre l'indépendance du personnel de l'expert-comptable. Pendant la durée de la mission, cela s'applique notamment aux offres d'emploi ou de prise en charge de fonctions au sein des organes sociaux et aux offres d'accepter des engagements pour son propre compte.
- (2) Si l'exécution de la mission compromet l'indépendance de l'expert-comptable, des entités affiliées de l'expert-comptable, des entités du réseau de l'expert-comptable ou des entités associées de l'expert-comptable auxquelles les exigences d'indépendance s'appliquent de la même manière qu'à l'expert-comptable dans d'autres relations de mission, l'expert-comptable est en droit de mettre fin à la mission sans préavis.

5. Rapports et informations transmises verbalement

- (3) Dans la mesure où l'expert-comptable doit présenter des résultats dans le cadre du traitement de la mission sous forme écrite légale (Schriftform) ou sous forme de simple écrit (Textform), seule cette présentation fait foi. Les ébauches de ces présentations de résultats sont sans engagement. Sauf disposition légale ou contractuelle contraire, les explications et informations fournies verbalement par l'expert-comptable ne sont contraignantes que si elles sont confirmées sous forme de simple écrit. Les explications et informations fournies par l'expert-comptable en dehors du cadre de la mission sont toujours données sans engagement.

6. Divulgateur d'une déclaration professionnelle faite par l'expert-comptable

- (1) La divulgation à un tiers des déclarations professionnelles faites par l'expert-comptable (résultats de travail ou extraits de résultats de travail - qu'il s'agisse d'un projet ou d'une version finale) ou de l'information que l'expert-comptable travaille pour le client requiert le consentement de ce dernier sous forme de simple écrit, sauf à ce que le client soit obligé de divulguer ou de fournir des informations en vertu d'une loi ou d'une injonction administrative.
- (2) L'utilisation par le client des déclarations professionnelles de l'expert-comptable et de l'information que l'expert-comptable travaille pour lui à des fins publicitaires est interdite.

7. Réparation des défauts

- (1) En cas de défaut, le client a droit à une exécution ultérieure par l'expert-comptable. Ce n'est qu'en cas d'échec, d'omission ou de refus injustifié, de caractère déraisonnable ou d'impossibilité d'exécution ultérieure que le client peut réduire les honoraires ou résilier le contrat. Si la commande n'a pas été donnée par un consommateur, le client ne peut résilier le contrat pour cause de défaut que si le service rendu n'était pas satisfaisant en raison d'un échec, d'une omission, d'un refus injustifié ou d'une impossibilité d'exécution ultérieure. Dans la mesure où il existe d'autres droits à dommages et intérêts, le n° 9 s'applique.
- (2) Le client doit faire valoir sans délai et sous forme de simple écrit tout droit à l'exécution ultérieure découlant de l'alinéa 1. Les droits à l'exécution ultérieure selon l'alinéa 1, qui ne sont pas fondées sur un acte intentionnel, se prescrivent à l'expiration d'un an à compter du point de départ légal du délai de prescription.
- (3) Les inexactitudes manifestes, telles que les fautes d'orthographe, les erreurs de calcul et les lacunes formelles, contenues dans une déclaration professionnelle (rapport, expertise et autres) de l'expert-comptable peuvent être corrigées par ce dernier à tout moment, même vis-à-vis de tiers. Les inexactitudes susceptibles de remettre en cause les conclusions contenues dans le rapport professionnel de l'expert-comptable lui confèrent le droit de les retirer et ce également vis-à-vis des tiers. Dans les cas susmentionnés, le client doit être informé par l'expert-comptable le plus tôt possible.

8. Devoir de confidentialité envers les tiers, protection des données

(1) Aux termes des lois (article 323, paragraphe 1, du HGB, article 43 de la WPO, article 203 du StGB), l'expert-comptable est tenu de garder le secret sur les faits et circonstances qui lui sont confiés ou dont il a eu connaissance dans le cadre de ses activités professionnelles, à moins qu'il ne soit libéré de cette obligation par le client.

(2) Lors du traitement des données personnelles, l'expert-comptable respecte les réglementations nationales et européennes en matière de protection des données.

9. Responsabilité

(1) Les prestations de l'expert-comptable légalement prescrites, notamment les audits, bénéficient des limitations légales de responsabilité respectives applicables, en particulier la limitation de responsabilité de l'article 323, paragraphe 2, du HGB.

(2) Dans la mesure où ne s'applique ni une limitation légale de la responsabilité ni une limitation contractuelle individuelle de la responsabilité, le droit du client découlant de sa relation contractuelle avec l'expert-comptable à la réparation d'un dommage causé par négligence, à l'exception des dommages résultant d'une atteinte à la vie, à l'intégrité physique et à la santé ainsi que des dommages qui justifient une obligation de réparation du fabricant selon l'article 1 ProdHaftG, est limité à 4 millions d'euros conformément à l'article 54a alinéa 1 n° 2 WPO. Il en va de même pour les prétentions que des tiers font valoir à l'encontre de l'expert-comptable sur la base ou en relation avec la relation contractuelle.

(3) Si plusieurs demandeurs font valoir des droits issus de la relation contractuelle existant avec l'expert-comptable du fait d'une violation par négligence des obligations de ce dernier, le montant maximal visé au paragraphe 2 s'applique à l'ensemble des droits concernés de tous les demandeurs.

(4) Le montant maximal visé à l'alinéa 2 vaut pour chaque préjudice. Plusieurs violations d'obligations peuvent constituer un seul et unique préjudice. Ce préjudice comprend toutes les conséquences d'un manquement aux obligations, que les dommages soient survenus au cours d'une ou de plusieurs années consécutives. Dans ce contexte, des actes ou des omissions multiples reposant sur une source d'erreur identique ou similaire sont considérés comme une violation unique des obligations si les affaires concernées sont liées entre elles sur le plan juridique ou économique. Dans ce cas, la responsabilité de l'expert-comptable ne peut être engagée qu'à hauteur de 5 millions d'euros.

(5) Le droit à des dommages-intérêts s'éteint si aucune action n'est engagée dans les six mois suivant le rejet par simple écrit de l'indemnisation et si le client a été informé de cette conséquence. Cela ne s'applique pas aux demandes de dommages-intérêts qui sont imputables à un comportement intentionnel, ou en cas d'atteinte coupable à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé, ou en cas de dommages qui donnent lieu à l'obligation d'indemnisation d'un fabricant conformément à l'article 1 de la loi allemande sur la responsabilité du fait des produits (ProdHaftG). Il n'est pas dérogé au droit de faire valoir l'exception de prescription.

(6) Il n'est pas dérogé aux dispositions des paragraphes 2 à 5 de l'article 323 du HGB.

10. Dispositions complémentaires pour les missions d'audit

(1) Si le client modifie ultérieurement les comptes annuels ou le rapport de gestion audités par l'expert-comptable et certifié par un rapport d'audit, le client ne peut continuer à utiliser ce rapport d'audit.

Si l'expert-comptable n'a pas certifié les comptes, il ne pourra être fait référence à son audit dans le rapport de gestion ou tout autre document destiné au public qu'avec son consentement, émis sous forme écrite légale et dans les termes approuvés par lui.

(2) Si l'expert-comptable révoque sa certification, celle-ci ne peut plus être utilisée. Si le client a déjà utilisé le rapport certifié, il doit divulguer la révocation à la demande de l'expert-comptable.

(3) Le client a droit à cinq exemplaires du rapport. Toute copie supplémentaire est facturée séparément.

11. Provisions complémentaires pour assistance en matière fiscale

(1) L'expert-comptable est en droit, aussi bien lors de la fourniture de conseils sur des questions fiscales ponctuelles que dans le cadre d'un conseil continu, de prendre pour base et de considérer comme corrects et exhaustifs les faits indiqués par le client, en particulier les chiffres ; ceci s'applique également aux missions comptables. Toutefois, il signale au client les inexactitudes qu'il a découvertes.

(2) La mission de conseil fiscal ne comprend pas les actions nécessaires au respect des délais, sauf à ce que l'expert-comptable ait expressément accepté cette mission. Dans ce cas, le client doit fournir à l'expert-comptable tous les documents indispensables au respect des délais, notamment les avis d'imposition, en temps utile pour que l'expert-comptable dispose d'un délai raisonnable pour les traiter.

(3) Sauf autre accord sous forme de simple écrit, le conseil fiscal permanent comprend les activités suivantes pour la durée du contrat :

- (a) Préparation et transmission électronique des déclarations fiscales annuelles, y compris des bilans électroniques, pour l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe professionnelle sur la base des comptes annuels et d'autres inventaires et justificatifs à des fins fiscales que doit lui présenter le client.
- (b) Vérification des avis d'imposition pour les impôts mentionnés sous a)
- (c) Négociations avec les autorités fiscales en rapport avec les déclarations et les avis visés aux points a) et b) ci-dessus
- (d) Participation à des contrôles fiscaux et évaluation des résultats des contrôles fiscaux en ce qui concerne les impôts visés au point a) ci-dessus.
- (e) Participation aux procédures d'opposition et de recours concernant les taxes et impôts mentionnés sous a).

Dans l'exercice des fonctions susmentionnées, l'expert-comptable tient compte de la jurisprudence publiée et des avis administratifs significatifs.

(4) Si l'expert-comptable perçoit des honoraires forfaitaires pour des conseils fiscaux permanents, les activités mentionnées au paragraphe 3, lettres d) et e), doivent être honorées séparément, sauf accord écrit contraire.

(5) Si l'expert-comptable est également conseiller fiscal et que l'ordonnance sur la rémunération des conseillers fiscaux est applicable pour l'évaluation de la rémunération, une rémunération supérieure ou inférieure à la rémunération légale peut être convenue sous forme de simple écrit.

(6) Le traitement des questions individuelles spécifiques portant sur l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, la taxe professionnelle, l'évaluation foncière ainsi que de toutes questions relatives à l'impôt sur le chiffre d'affaires, l'impôt sur les salaires et autres impôts et taxes, s'effectue sur la base d'un mandat spécial. Cela s'applique également

- a) au traitement des questions fiscales ponctuelles, par exemple dans le domaine des droits de succession et des droits de mutation immobilière,
- b) à la participation et la représentation dans les procédures devant les tribunaux de juridiction fiscale et administrative ainsi que dans les affaires fiscales pénales,
- c) à la fourniture de conseils et d'avis d'experts dans le cadre de transformations de sociétés, d'augmentations et de réductions de capital, de restructurations, de l'entrée et de la sortie d'un associé, de la vente ou la liquidation d'entreprise, et autres ; et
- d) au soutien dans l'accomplissement des obligations en matière de rapports et de documentation.

(7) Dans la mesure où l'établissement de la déclaration annuelle de TVA est également pris en charge en tant qu'activité supplémentaire, cela n'inclut pas la vérification d'éventuelles exigences comptables particulières et la question de savoir si tous les avantages possibles en matière de TVA ont été utilisés. Il n'est pas donné de garantie quant à l'exhaustivité des documents enregistrés pour faire valoir la déduction de la TVA.

12. Communication électronique

La communication entre l'expert-comptable et le client peut également se faire par courrier électronique. Si le client ne souhaite pas communiquer par courrier électronique ou s'il a des exigences particulières en matière de sécurité, telles que le cryptage des courriers électroniques, il doit en informer l'expert-comptable par simple écrit.

13. Rémunération

(1) En plus de sa demande d'honoraires, l'expert-comptable a droit au remboursement de ses frais ; la TVA est facturée en sus. Il peut exiger des avances raisonnables sur la rémunération et le remboursement des frais et conditionner la prestation de ses services à la pleine satisfaction de ses demandes. Plusieurs clients sont solidairement responsables.

(2) Si le client n'est pas un consommateur, la compensation avec les créances de rémunération et de remboursement de frais de l'expert-comptable n'est autorisée qu'avec des créances incontestées ou établies légalement.

14. Règlement des litiges

L'expert-comptable n'est pas disposé à participer à une procédure de règlement des litiges devant un conseil d'arbitrage des consommateurs au sens de l'article 2 de la loi allemande sur le règlement des litiges de consommation (*Verbraucherstreitbeilegungsgesetz*).

15. Droit applicable

Seul le droit allemand s'applique à la commande, à son exécution et aux droits qui en découlent.